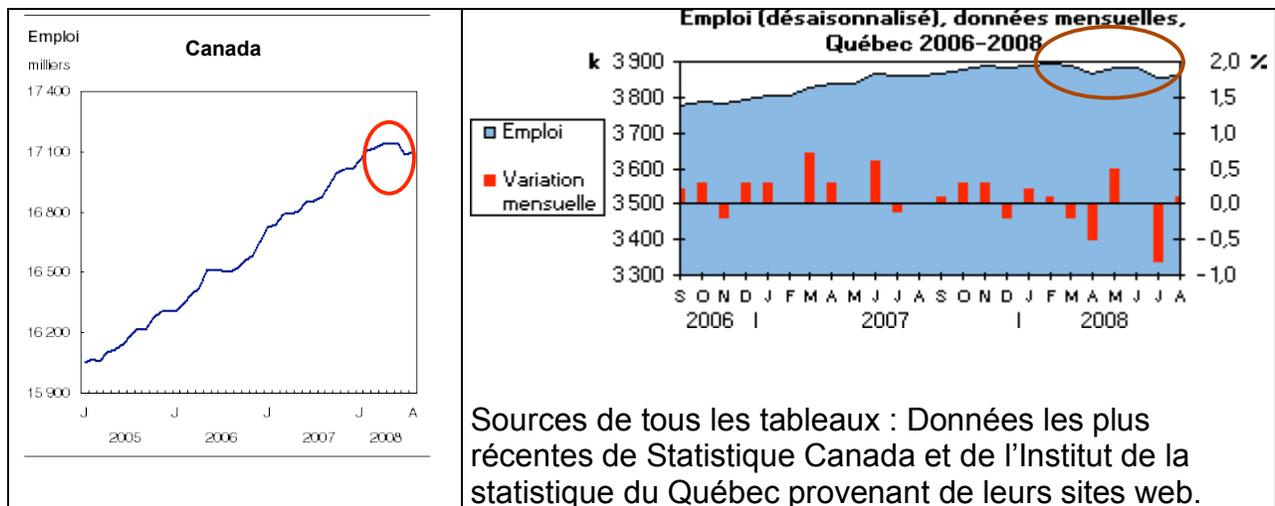


7 octobre 2008

Conservateurs et partis d'opposition, Tous aussi « jovialistes » les uns que les autres

Soit, le Canada n'est pas encore plongée dans la crise mais le déclin a bien commencé comme le démontrent les plus récentes statistiques. Quant aux prétendus plans des partis politiques prétendant à la gouvernance, ce sont des pétards mouillés. À quand l'équivalent du plan de sauvetage des banques étasuniennes en version canadienne et québécoise mais aux bénéfices du prolétariat ?

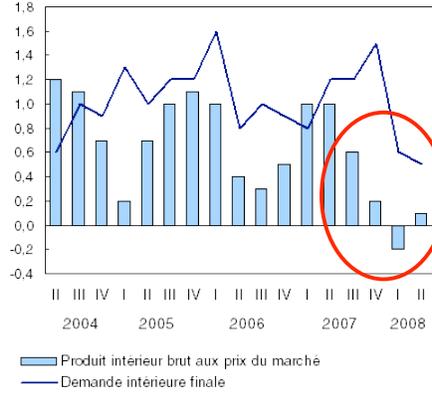
Depuis le printemps 2008, l'emploi total est à la baisse, tant au Canada qu'au Québec :



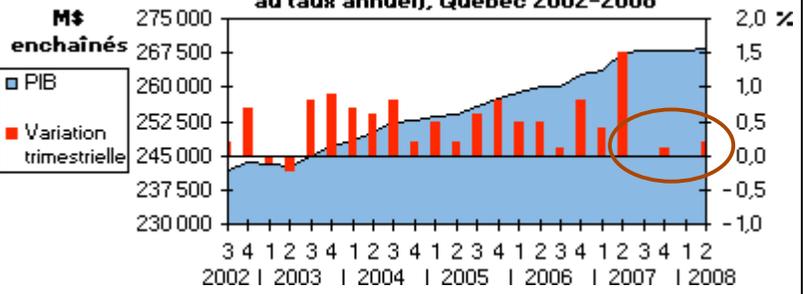
Depuis l'automne 2007, le taux de croissance du PIB canadien et québécois est quasi nul, c'est-à-dire négatif par personne :

La croissance de la demande intérieure finale continue à dépasser celle du produit intérieur brut

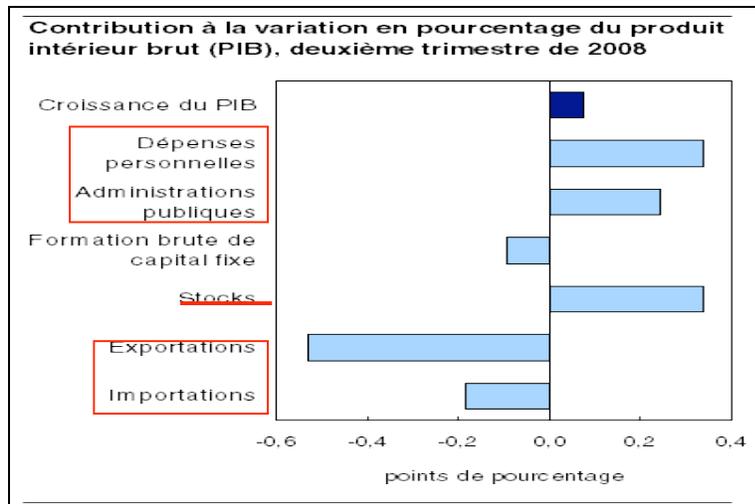
variation trimestrielle en %, dollars enchainés (2002)



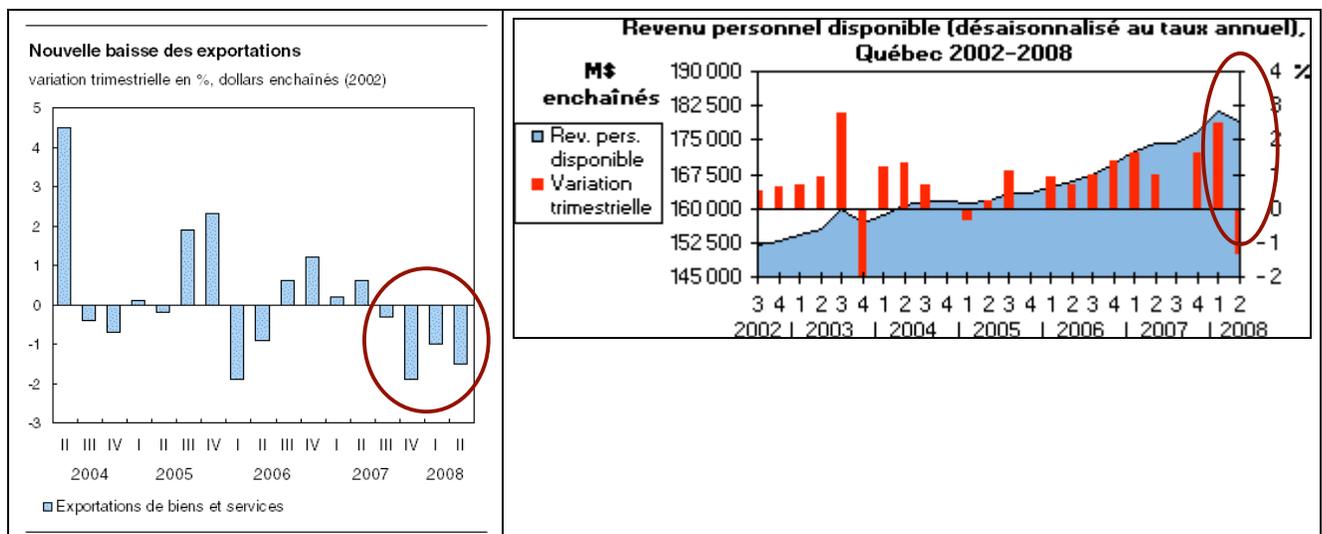
Produit intérieur brut réel aux prix du marché (désaisonnalisé au taux annuel), Québec 2002-2008



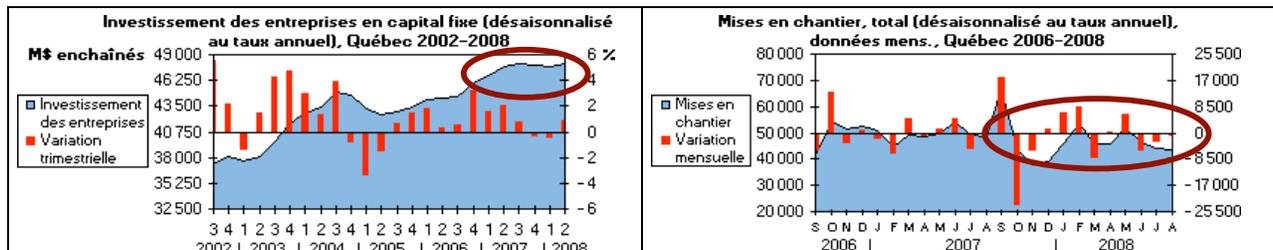
Une analyse sectorielle des facteurs de la mini-croissance canadienne du dernier trimestre n'est pas rassurante. Cette croissance anémique, qui suit un trimestre de décroissance, est due avant tout à la croissances des stocks des entreprises, ce qui annonce un ralentissement de la production :



Ont aussi contribué les dépenses personnelles et publiques. Toutefois, ces dernières, dans une économie très ouverte comme celles du Canada et du Québec, ouverte surtout sur celle des ÉU, sont pour une part importante fonction des exportations nettes (exportations moins importations) et en suivent la tendance après un effet de retardement. Depuis le troisième trimestre de 2007, ces exportations nettes ne cessent de régresser. Au Québec, au deuxième trimestre de 2008, le revenu disponible réel (corrigé de l'inflation) commençait à baisser suite à la hausse de l'inflation :



Les gens d'affaires l'ont compris dont les investissements industriels au Québec stagnent depuis la mi-2007. Les investissements résidentiels ont aussi commencé à baisser. Même s'il est exact que ce marché soit beaucoup moins affecté que celui des États-Unis par les hypothèques de pacotille, donc que pour l'instant le crédit bancaire s'y est moins ratatiné — les taux hypothécaires sont toutefois à la hausse —, il dépend quand même du revenu disponible :



Les gens d'affaires d'ici ont compris que la crise étasunienne ne fait que commencer et qu'elle s'envenimera suite à l'explosion de la crise financière qui y a débuté en juillet et que ne réglera pas la super-injection de fonds de 850 milliards \$US comme le montre la continuelle dégringolade des bourses mondiales :

"The bail-out package should mitigate the problems, but it will not avert them. The crisis is spreading in two directions—across the Atlantic to Europe, and out of the financial markets into the real economy." (The Economist, éditorial du 2 octobre 2008)

En effet, au deuxième trimestre de 2008 (les dernières statistiques en date), les taux de croissance du PIB de l'Union européenne (-0.8%) et du Japon (-3.0%) sont négatifs. Si le PIB étasunien du deuxième trimestre est redevenu positif (2.8%) c'est que, d'une part, les stimulants monétaires et fiscaux y avaient atténué l'éclatement de la bulle hypothécaire d'août 2007 et de ses sursauts subséquents et que surtout, d'autre part, la deuxième et plus profonde vague de la crise financière n'y a commencé qu'au début du troisième trimestre. Déjà, de mauvaises statistiques s'annoncent :

"There were worrying signs that strains in financial markets are hurting America's economy. The Institute for Supply Management's manufacturing index fell from 49.9 to 43.5 in September. A reading below 50 points to shrinking activity. House prices fell by 16.3% in the year to July on the measure of prices in 20 big cities compiled by S&P/Case Shiller." (The Economist, résumé des statistiques du 2 octobre 2008)

Quels plans anti-crise ?

Comme réponse au jovialisme des Conservateurs, tous les partis oppositionnels s'en tiennent comme lui au cadre de l'équilibre budgétaire. Pour financer leurs promesses, tous comptent sur des surplus budgétaires qui vont fondre comme neige au soleil. Tous prévoient même qu'ils dégageront des surplus budgétaires. Combinant financement par les surplus et financement par des coupures dans les programmes établis, le NPD

compte sur ces deux sources pour payer le tiers de ces promesses, le Bloc les deux tiers et les Libéraux les trois quarts y compris les nouvelles dépenses fiscales de son « tournant vert ». Au jovialisme du premier répond celui des opposants.

Tous, des Conservateurs au NPD, respectent la domination du capital financier et le « libre marché ». Aucun ne remet en question l'ALÉNA sauf, dans les cas du NPD et, dans une moindre mesure, du Bloc, à les amender... mais avec l'accord des partenaires c'est-à-dire des ÉU. Personne ne remet en question le droit de gérance des transnationales dont celui de fermer des usines rentables et de faire des congédiements massifs. Bien que faisant leurs les objectifs onusiens de réduction de gaz à effet de serre, tous les partis oppositionnels comptent sur les mécanismes de marché — marché des droits de polluer pour le Bloc et le NPD et une modeste taxe sur la carbone à effet fiscal neutre pour les Libéraux — pour y arriver. NPD et Bloc comptent avant tout sur l'aléatoire marché de la pollution, qui ratatinera avec le déploiement de la crise, pour financer leurs programmes écologiques tandis que les Libéraux remettront la majorité du magot aux secteurs les plus pollueurs, entreprises et couches supérieures.

Tous veulent aider avant tout le capital. Tous acceptent les rabais d'impôt sur le profit sauf partiellement le NPD qui veut faire passer le taux d'imposition actuel de 19.5% à 22.12% alors qu'il était de 29.12% en 2000. Le programme du Bloc est essentiellement un vaste programme de soutien aux entreprises des secteurs industriels fortement présents au Québec. Le NPD va dans le même sens mais pour tout le Canada :

Le Bloc Québécois pressera le gouvernement d'adopter une politique industrielle proactive incluant des mesures propres à favoriser la modernisation et l'innovation tant des secteurs traditionnels que des secteurs de pointe.

Nous [le NPD] appuierons les entreprises qui offrent la formation aux travailleurs chez nous. Nous investirons dans des entreprises qui font preuve d'innovation dans le cadre de la nouvelle économie énergétique, et qui créent de nouveaux emplois verts pour les Canadiens.

Personne ne remet en question l'appartenance du Canada à l'OTAN, cette alliance militaire de l'impérialisme. Tous admettent les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU pourtant contrôlé par les grandes puissances. Le Bloc va même jusqu'à admettre le prétendu droit d'intervention humanitaire en dehors du cadre de l'ONU. Ce qui en dit long sur les solutions guerrières aux révoltes des peuples contre les conséquences de la crise. Tous sont d'accord pour investir davantage dans l'appareil sécuritaire. Le Bloc veut étendre aux gangs de rue la répression spécifique aux clubs de motards, renverser le fardeau de la preuve même pour les vols, réduire la portée des libérations conditionnelles, amender mais non abolir les « certificats de sécurité ». Le NPD veut « [c]réer 2500 nouveaux postes d'agent de police afin de veiller à la sécurité de nos rues. » Cela en dit long sur les réponses répressives aux mobilisations anti-crise.

Aucun des partis oppositionnels ne proposent une sortie de crise, ni de la crise économique qui s'annonce longue et profonde, ni de la crise écologique qui a déjà commencé à bouleverser l'écosystème terrestre. En France, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qui s'organise à partir de la riposte du prolétariat français qui ne se dément pas même si elle fait du sur place, et de la popularité d'Olivier Besancenot,

ancien candidat présidentiel de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), propose une véritable politique anti-crise qui ne s'appuie pas sur le capital mais qui le fait passer à la caisse (voir en annexe l'éditorial de Rouge, hebdomadaire de la LCR)

Marc Bonhomme, 7 octobre 2008

Chômage de masse

Rouge n° 2268, 02/10/2008

Près de 41 300 chômeurs de plus au mois d'août... Il s'agit de la hausse mensuelle la plus élevée depuis plus de quinze années. C'est aussi la hausse la plus brutale. Nous sommes au-delà des courbes traditionnelles de montée et de baisse du chômage en fonction des cycles économiques. Cette hausse s'inscrit dans le cadre de la crise financière et de la récession généralisée qui vont frapper les pays capitalistes avancés. Cette brutale accélération n'est pas seulement liée, comme le déclare le gouvernement, à la hausse du chômage des « seniors » et à la baisse des contrats d'intérim. Elle est déjà le résultat de milliers de licenciements, qui en annoncent des centaines de milliers d'autres. Et ce, dans une situation où il n'y a pas de marges de manœuvre budgétaires.

C'est une catastrophe qui s'annonce, et ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes. Conjurer cette crise nécessite de s'attaquer au pouvoir patronal et de défendre les intérêts de la majorité de la population. Il y a urgence : à grande crise, grands moyens ! Il faut d'abord défendre l'emploi, interdire les licenciements, en particulier dans les entreprises qui font des profits.

Il faut arrêter les plans de suppressions d'emplois dans le secteur public et, au contraire, créer des centaines de milliers d'emplois publics. Le patronat et le gouvernement qui, par ailleurs, trouvent des milliards d'euros pour sauver des banques, nous disent déjà qu'il faut se serrer la ceinture, qu'il n'y a plus d'argent pour l'emploi et les salaires.

Nous les accusons d'être responsables de la crise. **Il faut leur enlever le contrôle de l'économie et imposer la nationalisation du système bancaire et de crédit sous le contrôle des travailleurs, des usagers et de la population.** [en rouge dans l'original, NDLR] Cette crise montre, une fois encore, le coût économique et social de la domination capitaliste. Il faut en finir avec ce système. ■

François Sabado